

Sergio Mattarella est le nouveau président de la République italienne

Corinne Deloy

Résultats

Résumé :

Sergio Mattarella a été élu président de la République italienne le 31 janvier dernier par 655 voix (sur 995 votants) lors du 4e tour de scrutin, soit 150 suffrages de plus que les 505 nécessaires pour pouvoir succéder au chef de l'Etat sortant Giorgio Napolitano, qui avait démissionné de ses fonctions le 14 janvier dernier.

Lors de l'élection présidentielle italienne, la majorité des 2/3 des suffrages des 1010 grands électeurs (672 voix) est indispensable pour être désigné à la tête de l'Etat lors des 3 premiers tours de scrutin de l'élection présidentielle, mais la majorité simple (505 suffrages) est suffisante à partir du 4e tour.

Le président du Conseil Matteo Renzi (Parti démocrate, PD) avait d'ailleurs appelé les membres de son parti à voter blanc lors des 3 premiers tours de scrutin qui se sont déroulés les 29 [1] et 30 janvier puis à se rassembler sur le nom de Sergio Mattarella le 31 janvier. « C'est le candidat sur lequel nous jouons notre crédibilité. Il n'y aura pas d'autre candidat du Parti démocrate » avait-il indiqué.

Cette élection présidentielle est, après les élections européennes des 24 et 25 mai 2014, un nouveau succès pour Matteo Renzi qui a réussi à contourner l'opposition de l'ancien chef du gouvernement (1994-1995, 2001-2006 et 2008-2011) Silvio Berlusconi (Forza Italia, FI) à son candidat en ralliant les voix du Nouveau centre-droit (NCD) de son ministre de l'Intérieur Angelino Alfano.

Le chef du gouvernement a prouvé à tous ceux qui lui reprochaient sa proximité avec le *Cavaliere* – notamment les membres de l'aile gauche du Parti démocrate –, qu'il était bien celui qui dirigeait le jeu. Il peut également se réjouir d'être parvenu à faire élire un président de la République qui devrait l'accompagner dans les réformes qu'il souhaite voir mettre en place. « Matteo Renzi peut célébrer sa victoire. Il a rassemblé son parti, renforcé sa coalition et il s'est imposé sur Silvio Berlusconi » analyse Vincenzo Scarpetta, analyste à Open Europe (Londres).

QUI EST LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ?

« Sergio Mattarella est l'homme de la légalité, un

homme de bataille contre la mafia (son frère Piersanti, élu président de la région de Sicile en 1978, a été assassiné par la mafia le 6 janvier 1980). C'est l'un des rares chrétiens-démocrates qui ait eu le courage de démissionner » avait déclaré Matteo Renzi juste avant le 4e tour.

Le nouveau président de la République avait en effet, en 1990, quitté son poste de ministre de l'Instruction publique pour protester contre le vote de la loi sur l'audiovisuel qu'il considérait comme un cadeau fait à Silvio Berlusconi. En 1999, il qualifia encore l'entrée de Forza Italia (FI) au sein du Parti populaire européen (PPE) de « cauchemar irrationnel ».

Agé de 73 ans et originaire de Palerme (Sicile), Sergio Mattarella a été à ses débuts professeur de droit parlementaire à l'université de cette ville. Ancien membre de la Démocratie chrétienne, il a été élu député en 1983 et régulièrement réélu par la suite. Il a également occupé des fonctions ministérielles à quatre reprises : ministre des Relations avec le parlement (1987-1989), puis de l'Instruction publique (1989-1990), de la Défense (1998-1999) et vice-président du Conseil (1998-1999) du gouvernement de Massimo d'Alema (1998-2000).

En 1993, Sergio Mattarella a été le rapporteur de la loi (appelée Mattarellum) qui a modifié le système électoral italien (introduction d'une dose de scrutin majoritaire pour apporter de la stabilité au pays). Cette loi a été appliquée jusqu'aux élections du 31 mai 2001.

Sergio Mattarella est un proche du Parti démocrate,

1. Ferdinando Imposimato, candidat présenté par le Mouvement cinq étoiles (M5s) de Beppe Grillo, est arrivé en tête du premier tour de scrutin le 29 janvier avec 120 voix. Plus de la moitié des 1 010 grands électeurs ont voté blanc.

auquel il n'a cependant jamais adhéré. Il s'était mis en retrait de la politique ces dernières années et, depuis le 11 octobre 2011, siégeait comme juge à la Cour constitutionnelle.

Il devient le 12e Président de la République italienne et le premier d'origine sicilienne à exercer cette fonction.

L'ÉCHEC DE SILVIO BERLUSCONI

L'élection de Sergio Mattarella à la présidence de la République constitue indéniablement un revers pour Silvio Berlusconi, condamné à suivre le scrutin en résidence surveillée dans sa villa d'Arcore (Lombardie), où il est contraint de séjourner chaque fin de semaine depuis sa condamnation dans l'affaire Mediaset, le 1er août 2013.

L'ancien président du Conseil, qui avait par son vote permis l'adoption de la réforme du mode de scrutin (Italicum) et celle du marché du travail voulues par Matteo Renzi mais combattues par l'aile gauche du Parti démocrate (24 sénateurs démocrates ont voté contre la loi Italicum le 24 janvier), s'imaginait faiseur de roi pour cette élection présidentielle. Il avait indiqué qu'il refuserait de voter pour un candidat issu de la gauche et accusé le chef du gouvernement d'avoir rompu, en choisissant Sergio Mattarella, l'accord qui les unissait et qui, selon lui, prévoyait un accord des deux hommes sur le nom d'un candidat commun. Matteo Renzi et Silvio Berlusconi ont scellé le 18 janvier 2014 le pacte de Nazareno (nom de la rue à Rome où est situé le siège du Parti démocrate), qui stipule que Forza Italia appuie les réformes proposées par le gouvernement sur le Sénat et sur une modification de la loi électorale. En échange de cette garantie de soutien,

le *Cavaliere* souhaitait avant tout pouvoir retrouver son siège de sénateur du Molise qu'il a perdu le 27 novembre 2013 à l'issue d'un vote solennel et public. Il comptait sur la souplesse, la mansuétude et surtout la grâce du futur chef de l'Etat. Ses espoirs ne devraient pas devenir réalité car Sergio Mattarella est un homme de rigueur et de convictions, très respectueux de la justice.

Silvio Berlusconi a donc perdu son pari et va devoir en outre maintenant affronter l'opposition interne de son parti. Emmenés par Raffaele Fitto, certains membres reprochent à l'ancien président du Conseil d'avoir accepté les conditions de Matteo Renzi sans assurer ses arrières, bref de s'être fait berné.

Seuls 105 des 143 parlementaires de Forza Italia avaient obéi les 28 et 29 janvier derniers à la consigne donnée par le *Cavaliere* de voter blanc lors des 3 premiers tours de scrutin.

Beppe Grillo est l'autre perdant de cette élection présidentielle. Le dirigeant du Mouvement cinq étoiles (M5s) avait enjoint ses parlementaires de voter pour l'ancien magistrat Ferdinando Imposimato à chaque tour de scrutin, une demande qui n'a pas non plus été suivie. L'élection présidentielle est assurément un succès pour Matteo Renzi. Celui-ci pourrait toutefois connaître dans les mois à venir quelques difficultés à poursuivre la mise en place de réformes qu'il souhaite voir adopter si Silvio Berlusconi lui retirait son soutien ou si le *Cavaliere* était mis en minorité à Forza Italia.

Pour exercer les nouvelles fonctions qui sont les siennes, Sergio Mattarella n'aura qu'à traverser la rue : en effet, la Cour constitutionnelle se trouve juste en face du palais du Quirinal, résidence des chefs d'Etat italiens.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.